

## Chili : crise nationale ou « mondiale » ?



« On ne se bat pas pour 30 pesos, mais contre trente ans de politique libérale ». La phrase fait référence à l'augmentation du prix du ticket de métro à Santiago du Chili, qui a déclenché la plus grosse manifestation qu'a connue le pays depuis le référendum contre Augusto Pinochet, en 1989. Depuis le 18 octobre 2019, le pays connaît sa plus grande crise sociale depuis la fin de la dictature, miné par des inégalités persistantes, malgré la bonne santé de son économie. Le gouvernement chilien a imposé à la foule dans les rues un couvre-feu pendant une semaine. Malheureusement, il en résulte un sombre bilan de 15 morts, 130 plaintes pour tortures et 1500 blessés. A cela s'ajoute une profonde déchirure sociale qui divise la population en deux. D'un côté les familles aisées chiliennes soutenues par le gouvernement et de l'autre le petit peuple, pauvre, se tuant au travail représentant 90% de la population. L'écart se creuse et la majorité jusque là laissée pour compte descend dans la rue en criant sa révolte tout en appelant au changement. Ce débordement soudain est motivé par les mouvements de protestations sociales retentissant aux quatre coins du globe. Le plus long pays d'Amérique du Sud se trouve dans une impasse. Le gouvernement doit compenser l'intervalle créé par une société qui vit depuis trois décennies à deux vitesses sur le plan social. Quel en est le prix à payer ? A quels sacrifices consentira-t-il afin d'atteindre cet équilibre si délicat ? Trois tribunes publiées par *Le Monde* entre le 28 octobre et le 5 novembre 2019 se penchent sur ces questions.

L'économiste Ignacio Flores Beale (tribune publiée le 5 novembre) estime « qu'au Chili, deux pays coexistent au sein d'un même ». En effet, le Chili abrite de façon très marquée, une élite intouchable et un peuple ouvrier. Les chiffres parlent toujours plus, ainsi d'un côté, les 1% les plus riches de la population ont amassé entre un quart et un tiers des revenus, et les 10% les plus riches en ont récupéré plus de la moitié. Appliqué à 1 euro le décile supérieur en amasse environ 55 centimes pour laisser 45 centimes à partager aux 90% restants de la population. Par conséquent s'installe une atmosphère tendue au sein du pays. Cependant, les inégalités ne persistent pas seulement sur le plan économique mais également sur le plan social. Les plus fortunés sont considérés comme une élite intouchable n'ayant pas mérité cette place. Critique légitime puisque les postes de décisions sont prédestinés aux

quelques hommes issus de ce milieu social hermétique. Sur la même lancée, les privilégiés chiliens échappent à la justice, pourtant accusés de crimes graves, et n'encourent aucune sanction forte. Être riche au Chili s'accompagne d'une large panoplie d'avantages économiques. En effet, l'Etat fertilise le terrain des affaires. Depuis 1984, l'impôt sur le profit des entreprises n'est pas un véritable impôt sur les sociétés, il s'agit d'un crédit d'impôt sur le revenu de leurs propriétaires. De plus, les profits non distribués et les gains de capital ne sont pas taxés. Certes cela permet la compétitivité des entreprises ce qui évidemment fait croître l'économie du pays. Le revers de la médaille est qu'en parallèle, les manifestants fraudant pour moins de 1 euro dans le métro se font matraquer par la police. Un dur tableau sur lequel jouer, le président Sebastián Piñera présente donc, le 22 octobre, ses excuses publiquement et propose par la suite plusieurs solutions pour remédier à la crise. Par exemple, la création d'un revenu minimal de 430 euros qui viendrait compléter le salaire minimal d'environ 360 euros. Une réponse qui est loin de satisfaire la totalité des Chiliens qui attendent bien plus qu'une simple modification du revenu minimal.

« Les grandes colères sont lumineuses », affirme Victor Cherbuliez, essayiste et critique littéraire français, alors pour prendre les demandes populaires au sérieux, le président Sebastián Piñera doit commencer par abandonner son projet de loi visant à démanteler la réforme du système éducatif. Brièvement en 2011, de grandes manifestations étudiantes ont éclaté au Chili pour réclamer un enseignement gratuit et de qualité et en finir avec un système éducatif hérité de la dictature d'Augusto Pinochet. De surcroît, il est capital de rééquilibrer les richesses en introduisant notamment des impôts progressifs sur l'imposition des gains de capital financier et de patrimoine, détaxés depuis 2001. Plus globalement les manifestants réclament d'autres réformes symboliques comme passer d'une semaine de 45 heures à 40 heures de travail, avoir un système de santé accessible, des pensions de retraites raisonnables, des transports en communs aux prix moins élevés ou bien pénaliser efficacement la corruption politique, les cartels et encore d'autres fraudes. Finalement, le plus difficile est de changer la mentalité et le fonctionnement de la société chilienne qui se fait par le haut. En d'autres termes, les partis politiques protégeant les classes aisées reçoivent des dons pour subventionner leurs politiques. Ainsi, politiques et privilégiés travaillent main dans la main créant une entente oligarchique laissant les classes ouvrières assumer toute l'imposition.

Au Chili, « il n'y a plus d'espoir que le modèle néolibéral de développement porte ses fruits » estime la chercheuse Cécile Faliès. En apparence, ce modèle a connu une croissance spectaculaire dopée par les exportations de cuivre, sa principale richesse. Sur la même lancée, son taux de pauvreté s'est fortement réduit et atteint aujourd'hui 8,6% de population. Finalement son produit intérieur brut (PIB) reste au beau fixe avec une croissance qui devrait atteindre les 2,5%. Cependant, derrière ce tableau idyllique se cachent d'importantes fractures. Aussi, les disparités de revenus sont supérieures de plus de 65% à la moyenne de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Ajouter à cela, le Chili obtient un des pires coefficients de Gini, indicateur des inégalités dans la distribution de richesses qui varie entre 0 (situation d'égalité parfaite) et 1 (situation la plus inégalitaire possible), soit 0,46. Pour donner un ordre d'idée la Slovaquie détient le meilleur coefficient avec 0,24 et l'Afrique du Sud le plus mauvais coefficient avec 0,62. Le Chili se place donc dans un cas de figure où l'inégalité des revenus est très haute confirmant une fois de plus la colère du peuple. Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 1% des chiliens ont concentré 33% des revenus du pays, en 2017. Parmi eux, l'actuel président Sebastián Piñera, dont la fortune est estimée à 2,5 milliards d'euros par le magazine *Forbes*. Les manifestants dénoncent le pouvoir économique des dirigeants et l'injustice d'un système qui favorise avant tout le capital, notamment les scandales de corruption dans lesquels ont été impliqués de puissants groupes proches du chef de l'Etat. Ce qui déclenche nécessairement une défiance du peuple envers les institutions. Seulement 30% de la population croit que les

élections sont honnêtes et 27% a confiance dans le gouvernement, en 2017, attestant d'une amère insatisfaction. 64% en 2007 contre 49% en 2017 de la population se dit satisfaite du système éducatif. En effet ce dernier est très coûteux. La politique néolibérale appliquée par l'Etat chilien ne peut plus être poursuivie car la société chilienne et l'époque actuelle ne lui permet plus de subsister.

Cette fracture sociale récente en apparence puise néanmoins ses racines dans des antécédents historiques bien plus lointains. Une blessure invisible, douloureuse qui, lorsque l'on s'y attend le moins, ressurgit en déterrants la hache de guerre. Carolina Cerda-Guzman, maître de conférences en droit public, considère (tribune publiée le 30 octobre) que les restes de la dictature militaire de Pinochet viennent se joindre aux oppositions qui secouent le pays.

Le Chili semblait calme et apathique depuis la fin de la dictature militaire de 1973 à 1989, il représentait même la stabilité en Amérique latine. La bête endormie, sommeillant, a laissé les règles du libéralisme économique et une démocratie représentative de notables se mettre en place sans grogner. Mais à force d'indifférence, le réveil s'avère être violent. L'accumulation d'injustices fait déborder le vase et déverse plus d'un million de personnes dans les rues, réclamant non pas une diminution des prix du ticket de métro mais bel et bien une nouvelle constitution à part entière. Le Chili a rendez-vous avec sa propre histoire.

L'actuelle constitution chilienne provient de la dictature d'Augusto Pinochet en 1980. En 1989, fin de la dictature, puis en 2005, elle a été progressivement purgée de ses travers autoritaires pour s'intégrer imparfaitement aux normes démocratiques internationales. Elle consacre par ailleurs une inquiétante part de pouvoir à visées liberticides c'est-à-dire que le pouvoir exécutif dispose de la force suffisante pour opprimer la population si nécessaire. Elle est également frappée du sceau d'une économie néolibérale, en accordant une protection accrue des droits économiques, et en empêchant ainsi juridiquement la mise en place de toute réforme économique. Laisser la constitution inchangée au sortir de la dictature avait pour but de préparer les Chiliens à une transition sans heurts. Mais toute transition implique le glissement d'un point A vers un point B. Or celle-ci ne peut pas être menée à son terme ayant au départ un ver dans le fruit. Tout converge ainsi vers l'élaboration d'une toute nouvelle constitution. Carolina Cerda-Guzman ajoute que le droit, l'économie, la police et les forces armées doivent être au service de la société et non l'inverse. Ainsi comme le dit si bien Camus : « Ce n'est pas la révolte en elle-même qui est noble, mais ce qu'elle exige. »

La crise qui perdure au Chili a de grandes répercussions intérieures mais également extérieures. Les nations du globe peuvent aider le Chili à s'émanciper puisqu'en contrepartie le pays des santiags a quelque chose de précieux à nous enseigner. Les Chiliens et Chiliennes nous apprennent que les structures, qu'elles soient économiques, militaires ou juridiques, doivent être faites pour les individus et non contre les individus. Cette déclaration est à mettre en relation avec les mouvements sociaux actifs aux quatre coins de la planète comme par exemple en France avec la crise des « gilets jaunes », au Liban où le gouvernement ne satisfait pas les attentes de ses citoyens, ou encore en Bolivie face à la réélection d'un président non voulu... On peut donc insinuer que la protestation collective au Chili fait écho à une actualité sociale planétaire.

Emmanuelle Barozet et Ivan Sainsaulieu (tribune publiée le 28 octobre), tous deux sociologues, soulignent des vraisemblances entre les différentes révoltes parcourant le monde, notamment les revendications des Français « gilets jaunes ». Les manifestants sont nombreux, et se battent contre la justice, l'impôt, face au monde du travail ou à la valeur des diplômes. Les différentes batailles nous amènent pourtant vers une similitude, qui est la pluralité des sentiments d'injustice. Luttés dirigées sur plusieurs fronts. Le dédain de la France, du Liban, de l'Equateur et du Chili provient d'une causalité économique, comme le refus de nouvelles

taxes ou face à la hausse des prix. D'autres ont des causalités politiques, autour de revendications démocratiques à l'instar du Venezuela, de l'Algérie, du Soudan, de l'Égypte et de la Bolivie. Ces révoltes s'accompagnent de dégradation des services publics mais aussi des symboles du « capital » comme en France sur les Champs-Élysées lors des pillages de boutiques de luxes, emblèmes de l'injustice sociale. Ces pays se donnent mutuellement la force de continuer, ils s'encouragent, sont solidaires. Malgré les combats multiples en tout genre, la présence d'autres peuples révoltés sur la scène internationale les rassure et les pousse à persister car « L'homme est un mouton pour l'homme » par sa tendance à vivre en troupeau et à suivre un berger.

Cependant le Chili n'est pas au bout de ses peines. L'autoritarisme et la concentration de richesses naissent des graves conséquences du néolibéralisme chilien. « L'argent, ah ! Fléau des humains ! » nous dit Sophocle. Les présidents milliardaires et richissimes comme Donald Trump aux Etats-Unis ou Sebastián Piñera au Chili montrent les dérives autoritaires émanant du monde des finances. La concentration des richesses prend aussi des formes oligopolistiques. Emmanuelle Barozet et Ivan Sainsaulieu nous disent que l'endogamie sociale des élites, le fait d'obliger les membres d'un groupe social, de contracter le mariage à l'intérieur de ce groupe, produit le même mépris des classes, critiqué en France lors du mouvement des « gilets jaunes ». Au Chili, plusieurs membres du gouvernement ont tenu des propos épineux en réponse aux contestataires, comme ceux du ministre du travail : « Si le prix du métro à l'heure de pointe augmente, levez-vous plus tôt », ou du ministre de l'économie, alors que les prix flambent : « Le prix des fleurs a baissé vous pouvez donc en acheter ». Ceux-ci alimentent la colère du peuple et divise encore plus ce pays déjà morcelé. Ces privilégiés faisant la sourde oreille sont pourtant avertis de l'existence des problèmes sociaux. Les Chiliens et Chiliennes sont actifs depuis une quinzaine d'années et n'arrêteront qu'une fois leur but atteint. Leurs revendications sociales dépassent le simple caprice, au contraire ce sont des questions morales de droits sociaux, de politiques et du droit à la dignité, d'être reconnu, qu'ils clament. Enfin, la force et l'énergie mise dans l'action collective pluridimensionnelle chilienne nous montre à l'échelle planétaire qu'unis nous sommes plus forts. Il en va de même pour le combat immédiat à mener pour toutes les générations futures, celui de sauver la planète Terre des desseins sinistres que nous nous sommes auto-infligés.

En somme, l'augmentation des tickets de métro à Santiago du Chili a entraîné un soulèvement national contre Sebastián Piñera et son gouvernement oligarchique, révélant une déchirure sociale profonde qui en dit long sur l'histoire du pays et le goût d'amertume laissé dans les bouches après le départ du dictateur Augusto Pinochet. La fin du modèle néolibéral est signée. Les Chiliens réclament plus d'égalité dans un pays à deux vitesses sociales. Ainsi, la création d'une nouvelle Constitution pourrait aider à l'harmonisation de la nation. Plus globalement, le cri des Chiliens retentit et fait écho aux protestations actuelles. L'apport chilien est précieux et nous remémore que les structures, qu'elles soient économiques, militaires ou juridiques, doivent être faites pour les individus et non contre les individus.

**Mélanie FOURTANIER (1<sup>ère</sup> 11), le 8 janvier 2020**